BI 1967

Titre	Chapit	Article	Paragr	Rubri	Ministères et services	Nature des opérations	Crédits de paiement	Crédits disponibles à annuler
					MINISTÈRE DE L'INTERIEUR			
	5	1	3	e	— Sécurité nationale	Achèvement hôtel de police	3.500.000	12.900
	5	1	5	f	— Sécurité nationale	Police port	5.700.000	70.000
	5	1	5	a	— Etablissements pénitentiaires ..	Aménagement prison civile Man- go	10.000.000	802.076
					MINISTÈRE DES T.P.			
	8	1	2	c	— Hydraulique	Etudes développement et inter- connexion électrique Daho.Togo	13.340.000	3.540.000
	8	1	7	c	— Travaux du port	Participation togolaise aux tra- vaux	64.000.000	2.636.856
						Totaux B		7.061.922
						Totaux A + B		28.064.885

Art. 2 — Sont ouverts au titre du budget d'investissement les crédits ci-dessous :

	Chapit	Article	Paragr	Rubri	Ministères et services	Nature des opérations	Autorisations de programme	Crédits de paiement
					MINISTÈRE DE LA DEFENSE NATIONALE			
					ARMEE NATIONALE			
I	3	1	3	d		Soute à munitions Lomé	3.000.000	3.000.000
	5	1	2	d	MINISTÈRE DE L'INTERIEUR			
					Circonscription de Vogon	Construction bureaux et résiden- ce chef cir. (dernière tranche) ..	13.000.000	6.000.000
					MINISTÈRE DES FINANCES, DE L'ECONOMIE ET DU PLAN			
	6	1	1	c	Direction des études et du plan	Equipement du service en machi- nes comptables	4.000.000	4.000.000
	6	6		c	Douanes	Achèvement concession douanes port	4.388.000	2.000.000
					MINISTÈRE DES TP ET			
	8	1	5	f	PTT	Acquisition de téléx	2.500.000	2.500.000
					MINISTÈRE DE L'ECONOMIE RURALE			
	9	1	6	d	Pêches	Opération développement de la pêche	3.000.000	3.000.000
					MINISTÈRE DE LA SANTE PUBLIQUE			
	10	1	4	a	— Assistance médicale			
	10	1	5	a	— Assainissement	Achèvement et équipements des dispensaires	12.000.000	4.000.000
						Programme d'assainissement ..	4.000.000	3.564.885
						Totaux	46.888.000	28.064.885

DECRETS

DECRET N° 70-187 du 30/10/70 portant réaménagement de quelques dispositions des statuts-types des SORAD.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967 ;
Vu le décret n° 65-200 du 29 décembre 1965 portant statuts-types des sociétés régionales d'aménagement et de développement ;
Sur proposition du ministre de l'économie rurale ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Les articles 5, 7, 8, 14 et 15 statuts-types des SORAD sont modifiés comme suit :

Article 5 nouveau

Le capital social est constitué :

1°) — d'une dotation de cinq millions (5.000.000) de frs CFA souscrite et intégralement libérée en numéraire par l'Etat au moment de la formation de la société.

2°) — d'une dotation de un million (1.000.000) de frs CFA par circonscription administrative à prélever sur l'actif de la fédération des sociétés publiques d'action rurale.

Ces deux dotations sont obligatoirement versées à un compte bloqué de la société.

3°) — des biens meubles, immeubles et liquidités apportées par les collectivités rurales après dissolution des sociétés publiques d'action rurale.

4°) — le capital social est susceptible d'augmentation pour tenir suffisamment compte de l'ampleur croissante des programmes d'actions de la SORAD prévus pour être réalisés sur ses ressources propres.

Article 7 nouveau

La SORAD est administrée et dirigée par :

- un conseil d'administration ;
- une commission permanente de gestion ;
- une direction

Le fonctionnement des assemblées générales prévues par le décret n° 65-200 du 29 décembre 1965 portant statuts-types des sociétés régionales d'aménagement et de développement est provisoirement suspendu.

Article 14 nouveau

Le conseil d'administration est ainsi composé :

14-1 — pour la SORAD de la région des savanes :

président

le représentant du ministre du plan

membres

deux représentants du ministre de l'économie rurale
 un représentant du ministre du commerce
 un représentant du ministre des affaires sociales
 le chef de circonscription de Dapango
 le chef de circonscription de Mango
 le commissaire du gouvernement
 le représentant du conseil économique et social
 le représentant de la chambre de commerce et d'agriculture
 quatre représentants des agriculteurs

14-2 — pour la SORAD de la région de la Kara :

président

le représentant du ministre du plan

membres

deux représentants du ministre de l'économie rurale
 un représentant du ministre du commerce
 un représentant du ministre des affaires sociales
 le chef de circonscription de Kandé
 le chef de circonscription de Niamtougou
 le chef de circonscription de Pagouda
 le chef de circonscription de Lama-Kara
 le commissaire du gouvernement
 le représentant du conseil économique et social
 le représentant de la chambre de commerce et d'agriculture
 huit représentants des agriculteurs

14-3 — pour la SORAD de la région centrale :

président

le représentant du ministre du plan

membres

deux représentants du ministre de l'économie
 un représentant du ministre du commerce
 un représentant du ministre des affaires sociales
 le chef de circonscription de Sotouboua
 le chef de circonscription de Sokodé
 le chef de circonscription de Bassari
 le chef de circonscription de Bafilo
 le commissaire du gouvernement
 le représentant du conseil économique et social
 le représentant de la chambre de commerce et d'agriculture
 huit représentants des agriculteurs

14-4 — pour la SORAD de la région des plateaux :

président

le représentant du ministre du plan

membres

deux représentants du ministre de l'économie rurale
 un représentant du ministre du commerce
 un représentant du ministre des affaires sociales
 le chef de circonscription de l'Akposso
 le chef de circonscription de Nuatja
 le chef de circonscription d'Atakpamé
 le chef de circonscription de Klouto
 le commissaire du gouvernement
 le représentant du conseil économique et social
 le représentant de la chambre de commerce et d'agriculture
 huit représentants des agriculteurs

14-5 — pour la SORAD de la région maritime :

président

le représentant du ministre du plan

membres

deux représentants du ministre de l'économie rurale
 un représentant du ministre du commerce
 un représentant du ministre des affaires sociales
 le chef de circonscription de Tsévié
 le chef de circonscription de Tabligbo
 le chef de circonscription de Vogan
 le chef de circonscription d'Anécho
 le chef de circonscription de Lomé
 le commissaire du gouvernement
 un représentant du conseil économique et social
 un représentant de la chambre de commerce et d'agriculture
 dix représentants des agriculteurs.

Les membres des différents conseils d'administration seront désignés nominativement par arrêté du ministre de l'économie rurale sur proposition des différents départements et organismes qu'ils représentent.

Article 15 nouveau

Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président toutes les fois que le fonctionnement de la société l'exige et en tout état de cause, au moins deux fois par an. Il entend le rapport du directeur sur les activités de la société. Sur proposition du directeur, il arrête le programme annuel d'action de la SORAD.

Pendant les inter-sessions du conseil d'administration, une commission permanente de gestion assure le contrôle de la gestion du directeur de la société à charge pour elle d'en rendre compte au conseil à sa toute prochaine session.

Pour chacune des 5 SORAD, la composition de la commission permanente de gestion est fixée comme suit :

président

Le représentant de la région

membres

un représentant du ministre de l'économie rurale
 un représentant du ministre des affaires sociales.

Dès son entrée en fonction, le conseil d'administration déterminera dans un règlement intérieur, tant les pouvoirs de la commission permanente de gestion que ceux du directeur et en fixera les limites.

Art. 2. — Sont abrogées, toutes autres dispositions des statuts-types des SORAD en ce qu'elles ont de contraire au présent décret.

Art. 3. — Le ministre de l'économie rurale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 30 octobre 1970

Gal E. Eyadéma

DECRET N° 70-202 du 2-11-70 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi n° 61-35 du 2 septembre 1961 constituant l'Ordre du Mono, modifiée par la loi du 31 décembre 1963 et les ordonnances des 22 avril 1967 et 24 avril 1969 ;
Vu le décret n° 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée,

DECRETE :

Article premier — M. Hans Broder KROHN, directeur général de l'aide au développement de la communauté économique européenne est élevé à titre exceptionnel et étranger à la dignité de Grand Officier de l'Ordre du Mono.

Art. 2 — Le présent décret sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 2 novembre 1970

Gal. E. Eyadéma

DECRET N° 70-203 du 2/11/70 portant modification des statuts de la société nationale pour le développement de la palmeraie et des huileries (SONAPH).

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 portant abrogation de la constitution ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 portant désignation du Président de la République ;

Vu l'ordonnance n° 16 du 14 avril 1967 portant dissolution du comité de réconciliation nationale et formation du gouvernement ;

Vu le décret n° 68-164 du 4 septembre 1968 portant approbation des statuts de la société nationale pour le développement de la palmeraie et des huileries (SONAPH) ;

Vu le décret n° 69-154 du 23 août 1969 portant nomination de deux commissaires aux comptes de la société nationale pour le développement de la palmeraie et des huileries (SONAPH) ;

Vu la délibération du conseil d'administration de la SONAPH en date du 22 janvier 1970 ;

Sur proposition du ministre de l'économie rurale ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article unique — Les articles 26, 27 et 28 des statuts de la société nationale pour le développement de la palmeraie et des huileries approuvés par décret n° 68-164 du 4 septembre 1968 sont modifiés de la manière suivante :

Article 26 nouveau — Commissaires aux comptes

Un commissaire aux comptes remplissant les conditions légales et nommé par décret sur proposition du ministre des finances est placé auprès de la société.

Le commissaire aux comptes exécute sa mission selon les obligations et dans les conditions prévues pour les sociétés anonymes par les dispositions en vigueur.

Il procède au moins une fois par an, à une vérification de caisse et de comptabilité effectuée à l'improviste.

Il adresse son rapport au conseil d'administration.

En cas de décès, de défaillance, de démission ou d'empêchement du commissaire, il est procédé d'urgence à la nomination d'un nouveau commissaire dans les conditions définies ci-dessus.

Article 27 nouveau

L'année sociale commence le 1^{er} juillet de chaque année et finit le 30 juin de l'année suivante.

La comptabilité de la société est conforme aux dispositions du plan comptable.

Elle devra être tenue de façon telle que les résultats de chacun des secteurs de la société apparaissent dans des comptes distincts.

Il est établi chaque année par le conseil d'administration un état prévisionnel, un inventaire, un bilan, un compte de profits et pertes.

L'inventaire, le bilan, le compte d'exploitation, le compte de profits et pertes sont mis à la disposition du commissaire aux comptes le vingt et unième jour au plus tard après la clôture de l'exercice.

Article 28 nouveau

L'état prévisionnel est soumis au conseil des ministres pour approbation au plus tard 3 mois après la clôture de l'exercice.

L'inventaire, le bilan, le compte d'exploitation et le compte de pertes et profits approuvés par le conseil d'administration au plus tard deux mois et demi après la clôture de l'exercice sont soumis à l'approbation du conseil des ministres.

Lomé, le 2 novembre 1970

Gl. E. Eyadéma

DECRET N° 70-204 du 2-11-70 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi n° 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono, modifiée par la loi du 31 décembre 1963 et les ordonnances des 22 avril 1967 et 24 avril 1969 ;

Vu le décret n° 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée,

DECRETE :

Article premier — Sont nommés dans l'Ordre du Mono, à titre exceptionnel et étranger, les fonctionnaires de la communauté économique européenne ci-après :

Au grade d'officier

M. NICORA Franco, chef de service au sein de la division de conception du F. E. D.

Au grade de chevalier

M. VON SCHOLZ Hans-Eike, chef du département de la formation du F. E. D.

Art. 2 — Le présent décret sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 2 novembre 1970

Gal. E. Eyadéma

Autorisation personnelle minière

Décret n° 70-186 du 28-10-70 — Une autorisation personnelle minière pour les substances de la 1^{re} catégorie valable sur toute l'étendue du territoire est accordée à M. René Vinot.

Nominations

Décret n° 70-188 du 30-10-70 — M. Jamier-Lévy Théophile, licencié en droit, titulaire du certificat du centre national d'études judiciaires de Bordeaux est intégré dans la magistrature togolaise en qualité de magistrat du 3^e grade 2^e échelon (catégorie A1 — indice 1450).